

La trêve de queuille

Autor(en): **Noël, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Neue Schweizer Rundschau**

Band (Jahr): **16 (1948-1949)**

Heft 10

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-759549>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA TRÊVE DE QUEUILLE

PAR ANDRÉ NOËL Député à l'Assemblée nationale française

Trois faits caractérisent la politique française en ce début de 1949: Le succès du Parti radical, ressuscité et remis en selle par le R. P. F.; la modération tactique du Parti communiste, synchronisée avec l'offensive de paix du Kremlin; le déclin du Rassemblement gaulliste dont nous pouvons apercevoir les premiers signes avant-coureurs. Ces trois facteurs conjuguent leurs effets pour provoquer, dans les luttes politiques, une accalmie dont le Gouvernement a su profiter pour lancer un emprunt. Saura-t-il avoir des ambitions plus vastes, profiter de cette trêve inespérée pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la vie nationale, souvent ignorés, à peu près constamment mal posés, et toujours demeurés sans solution depuis quatre ans?

Le succès imprévu du Gouvernement

En 1945, lors de la première Constituante, les députés furent témoins d'un incident court et violent dont les origines remontent aux premiers jours de la Résistance et dont les conséquences durent encore aujourd'hui:

Edouard *Herriot*, alors simple député et président d'un Groupe Radical réduit à une vingtaine de membres, avait critiqué certaines décorations attribuées par le Gouvernement du général *de Gaulle* à des officiers, pour des faits d'armes accomplis en combattant les troupes américaines, lors du débarquement de novembre 1942.

La réponse du général fut magnifique et féroce. Il demanda le droit d'être en la matière meilleur juge que quiconque, lui «qui n'avait pas lutté contre le Gouvernement de Vichy à coups de circulaires, mais à coups de canons».

Trois années ont passé. Encore peu nombreux à l'Assemblée, les Radicaux constituent le groupe le plus important au Conseil de la République (un tiers de leurs sénateurs a été élu avec des voix socialistes, un tiers avec les voix des M. R. P. ou des modérés partisans de la «défense républicaine», un tiers avec des voix R. P. F. et souvent même sur des listes du «Rassemblement»).

Mais leur succès ne se mesure pas seulement au nombre de leurs

élus. Il se manifeste surtout par les postes stratégiques qu'ils ont su conquérir.

Edouard *Herriot* préside l'Assemblée nationale; au Conseil de la République, un autre radical occupe le fauteuil qu'illustra, de façons diverses, *Jeanneney*; c'est encore un radical qui dirige le Gouvernement.

Et le principal artisan de cette incroyable résurrection, c'est l'ennemi d'Edouard *Herriot*, le général *de Gaulle* en personne.

Il y a trois mois j'avais indiqué toutes les faiblesses de l'actuel Gouvernement dont la majorité, resserrée entre deux blocs compacts d'opposition irréductible, était à la fois fragile et divisée.

Fragile, parce qu'elle dépendait de quelques trente à quarante Radicaux ou Indépendants tentés par le Gaullisme.

Divisée parce que les problèmes économiques opposaient les Radicaux d'une part aux Socialistes et aux Républicains Populaires de l'autre, tandis que la laïcité réconciliait Radicaux et Socialistes contre le M. R. P. et que les problèmes d'outre-mer opéraient un troisième regroupement: Radicaux et M. R. P. en face des Socialistes.

Dès sa naissance ce Ministère faillit mourir et dans sa frêle survie, il paraissait totalement inviable.

Quels délais les dirigistes, majoritaires dans sa majorité, accorderaient-ils aux Libéraux, maîtres de tous les ministères économiques?

Combien de temps faudrait-il pour faire resurgir une crise insoluble à propos des crédits militaires ou de la laïcité?

Les plus optimistes le voyaient durer jusqu'aux élections sénatoriales où la rafale R. P. F., qu'on pressentait, ne manquerait pas d'achever ce Ministère né moribond.

Certains même pensaient que les conflits sociaux provoqués par les Communistes le forceraient à se démettre avant les premiers jours de novembre 1948.

Modestement, presque en cachette, sans éloquence et sans éclat, le Ministère *Queuille* a déjoué tous les pronostics et doublé tous les caps.

Il vient de lancer un emprunt qui va largement dépasser l'objectif avoué de cent milliards, dans un pays où il y a quelques semaines on estimait qu'aucun Gouvernement ne pourrait en trouver dix.

Tant de fois ordonnée en vain, une baisse réelle survient enfin sur les produits agricoles et ces derniers mois de l'hiver connaissent un étonnant répit dans les luttes partisans — le premier peut-être depuis quatre ans —, une sorte «d'été de la Saint-Martin» au milieu de la guerre froide qui, depuis octobre 1945, divise les Français, comme elle divise le monde.

Pourquoi cet étonnant succès d'un parti que la France paraissait avoir définitivement rejeté au lendemain de la Libération?

Les causes en sont multiples:

M. *Queuille*, vieux routier de la politique, a beaucoup mieux composé son Ministère qu'il n'y paraissait au premier abord.

Ainsi, les Libéraux (M. *Petsche* aux Finances, M. *Pinay* aux Affaires économiques) étaient les mieux à même de faire accepter par l'opinion publique un dirigisme nécessaire mais honni. Peut-être même sont-ils plus capables de l'adapter aux réalités françaises que des doctrinaires systématiques.

En ce qui concerne les querelles religieuses, les Radicaux, dont l'anticléricisme a presque complètement disparu, mais à qui le souvenir des luttes passées fournit une caution de laïcité, sont placés en position d'arbitres entre M. R. P. et Socialistes.

Enfin, M. *Queuille*, parce qu'il est Radical, peut compter sur l'appoint fidèle d'une trentaine de parlementaires, Radicaux comme lui ou modérés, qui ne voteraient ni pour M. *Schuman* ni pour M. *Ramadier*, et rendent sa majorité, sinon confortable, du moins suffisante.

Mais surtout de part et d'autre de cette majorité ainsi consolidée, le Parti communiste et le R. P. F. se faisant contre-poids, maintiennent le Gouvernement dans un équilibre stable.

Le R. P. F. a ressuscité le Parti radical

Enfin, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les élections au Conseil de la République ont renforcé la position du Ministère.

Si les R. P. F. avaient eu un succès moindre, rien n'aurait pu empêcher les Socialistes de revendiquer la succession — pour laquelle ils se préparaient déjà. Si au contraire le Rassemblement avait fait élire trente sénateurs de plus, le Parlement eût été ingouvernable. En effet, l'opposition aurait eu la majorité absolue au Conseil de la République, ce qui, d'après les termes de la Constitution, aurait obligé le Gouvernement à rechercher constamment une majorité semblable (c'est-à-dire 311 voix) à l'Assemblée nationale: Aucun Ministère n'aurait eu la vie possible dans ces conditions et il aurait fallu recourir à la dissolution.

Le succès du R. P. F. a été exactement celui qu'il fallait pour faire du Parti radical le maître du jeu.

Elus tantôt sur des listes R. P. F., tantôt avec son appui, tantôt grâce à sa neutralité, trente sénateurs radicaux sont en effet les arbitres de la situation. Ayant oublié leurs fugitives alliances électorales, ils se déclarent toujours R. P. F., mais d'abord Radicaux. Dans un vote politique, un président du Conseil radical obtiendra, soit leurs bulle-

tins, ce qui lui donnera la majorité, soit leur neutralité, ce qui lui permettra, même s'il s'est mis en minorité, de rattrapper l'affaire, sans trop de difficultés, devant l'Assemblée nationale.

Sauf imprévu, la France est donc vouée pour longtemps à un Gouvernement radical, à moins d'une dissolution de plus en plus improbable.

Ajoutons que dans le domaine de la tactique parlementaire, à l'Assemblée comme au Conseil de la République, les Gaullistes ont commis des maladresses à peine croyables. Ainsi s'est trouvée facilitée la tâche de M. *Queuille* dont l'expérience politique et les facultés manœuvrières ont l'habileté supérieure de se dissimuler sous un aspect bonhomme et un verbe hésitant.

Fallait-il dissoudre le Parti communiste?

Le regroupement de la majorité a été facilité par l'opération anti-communiste à laquelle le Gouvernement s'est livré dès la rentrée parlementaire.

On sait que depuis 1945 la victoire est à qui pourra se présenter comme le meilleur champion dans la lutte contre le communisme.

C'est pourquoi, à l'ouverture de la campagne sénatoriale, M. Jules *Moch*, ministre de l'Intérieur, et grand électeur du Parti socialiste à divers titres, avait prononcé une violente diatribe où il accusait les Communistes de payer les grèves grâce à de l'argent étranger. Des députés ayant demandé à interpellier sur ces «révélations», le Gouvernement s'était empressé d'accepter. Il savait que dans un tel débat, institué au début de la session parlementaire, il trouverait facilement une majorité nombreuse, excellent prologue au vote du budget. En outre, M. Jules *Moch*, ainsi sacré héros de l'anti-communisme, pensait peut-être, si les élections au Conseil de la République avaient été différentes, préparer sa candidature à la présidence du Gouvernement et M. *Ramadier*, qui joua dans les débats le rôle d'un brillant outsider, n'avait sans doute pas des visées très différentes, quoique plus discrètes.

En réponse à cette initiative gouvernementale, la contremanceuvre R. P. F. ne manquait pas d'habileté. Prenant prétexte des révélations du ministre de l'Intérieur, les Gaullistes demandaient en effet par la voix de leurs orateurs, que l'on allât jusqu'au bout de la politique ainsi amorcée, en prononçant la dissolution du Parti communiste. C'était effectivement logique et la logique formelle séduit bien souvent les Français au détriment de la politique.

Mais le Parti communiste, qui compte un million d'adhérents et

peut-être cent mille vrais militants, a su rassembler autour de lui cinq millions et demi d'électeurs. Il domine la C. G. T. qui demeure le syndicat le plus puissant de France. Pour appliquer pratiquement des mesures tendant à le dissoudre, et résister aux manifestations de rues, aux grèves généralisées, voire aux émeutes qu'il pourrait provoquer, il faudrait tout autre chose qu'un Gouvernement parlementaire normal.

En essayant d'amener l'Assemblée à réclamer la dissolution du Parti communiste, le R. P. F. savait donc parfaitement ce qu'il faisait: Il voulait imposer à la France une épreuve de force qui l'aurait finalement obligée à faire appel au général *de Gaulle*.

Il semble d'ailleurs que, dans les circonstances présentes, une dissolution du Parti communiste soit non seulement inopportune et difficile, mais encore inefficace et nuisible.

Le Parti communiste vient d'inaugurer depuis le début de l'année une nouvelle tactique que sa relative modération laissait d'ailleurs prévoir depuis les élections sénatoriales. La main tendue succède, comme on l'a dit, au poing fermé.

Les Partis communistes français et italiens ont synchronisé leur attitude pour seconder l'offensive de paix qui, dans la guerre froide menée par le Kremlin, fait suite à la période d'agitation violente. Qu'il s'agisse là d'une simple épisode dans la guerre des nerfs, aucun observateur politique ne saurait en douter. Mais l'apparente sagesse des Communistes, leurs appels à la paix soigneusement orchestrés par leur presse à grande diffusion, ont une résonance indéniable non seulement chez leurs électeurs, mais aussi chez un grand nombre d'ouvriers, de paysans, voire parfois de commerçants, qui n'ont cependant pas voté pour le Parti.

Si, au même moment, des mesures de coercition étaient prises contre eux, ils apparaîtraient comme des martyrs à toute une partie de l'opinion française qui a une profonde sensibilité démocratique. Et l'histoire de la Troisième République nous apprend que cette partie de l'opinion publique, quand elle a eu un motif de se regrouper, de se mobiliser, a toujours été majoritaire.

En prononçant la dissolution du Parti communiste, en ayant l'air de mener contre lui une guerre idéologique, on irait dans le sens même de sa propagande: on en ferait le champion de la liberté, à l'heure même où il se pose comme le champion de la paix.

Les récentes élections de Grenoble sont là pour démontrer que ce raisonnement n'est pas théorique:

Le général *de Gaulle* est venu à Grenoble entouré d'une garde mercenaire montée sur des jeeps et qui a tiré sur la foule.

Les Communistes, eux, avaient eu l'habileté d'interdire à tous leurs

partisans d'apporter des armes quelles qu'elles soient, et leurs troupes avaient montré suffisamment de discipline pour obéir .

Ils ont pu ainsi se poser en martyrs. L'appareil paramilitaire qui entourait le général *de Gaulle* a heurté les sentiments de la population tout entière et, lors des élections qui ont suivi, si les partis de gouvernement ont à peu près maintenu leurs positions en gagnant des sièges par leur union, le R. P. F. a perdu des voix et les Communistes en ont gagné.

La dissolution du Parti multiplierait à l'échelle du pays ce qui s'est passé à Grenoble et augmenterait le nombre des sympathisants communistes comme l'ont augmenté toutes les mesures de force prises contre eux sous l'occupation allemande.

L'exemple de Vichy montre précisément combien cette dissolution serait, en même temps, inefficace: mieux qu'aucun autre, le Parti communiste est organisé pour la clandestinité.

M. Jules *Moch* aurait-il donc eu tort de lancer des accusations qui n'apprenaient rien à personne et ne peuvent avoir de conséquences judiciaires?

A l'expérience, nous ne le pensons pas. Le regroupement anti-communiste désiré par le Gouvernement s'est effectué sur le plan parlementaire comme il était prévu. En outre, la menace esquissée au cours de ces débats a peut-être aidé à rendre plus sage un certain nombre de dirigeants désormais habitués aux douceurs de la vie légale.

Enfin, à la différence du R. P. F., Jules *Moch* a montré de quelle façon on peut combattre efficacement le Parti communiste: non point en prenant contre lui des mesures générales fondées sur un critère idéologique, mais en attaquant, l'un après l'autre, ses divers dirigeants, en démontrant et en répétant par tous les moyens d'expression, qu'ils sont payés par l'étranger, qu'ils ont trahi ou déserté, que celui-ci a exécuté des innocents au moment de la Libération ou que celui-là a dérobé, au seul profit du Parti, l'argent de telle ou telle banque.

Il ne faut pas faire le procès du Parti communiste, encore moins le procès du communisme: cela n'a jamais fait que renforcer les convictions des convaincus.

Il faut faire, preuves en mains, des procès spectaculaires au plus grand nombre possible de dirigeants communistes:

Le déclin du R. P. F.

Aujourd'hui l'opinion publique, même l'opinion publique bourgeoise, commence à sentir qu'en face du Parti communiste, la solution violente préconisée par le R. P. F. fait avant tout le jeu de l'adver-

saire et que, pour le combattre, les méthodes plus souples du Gouvernement sont aussi plus efficaces.

Le R. P. F. a d'ailleurs déjà attendu trop longtemps. Un tel mouvement, fondé sur le mécontentement, la peur et l'enthousiasme, doit être utilisé dans les six mois sous peine de se disloquer. Les rivalités de personnes commencent à s'y faire sentir, depuis les sections de base jusque dans l'entourage immédiat du général. C'est le sort commun à tous les organismes politiques, mais dans un rassemblement aussi hétéroclite, aucune doctrine mûrie par des générations, aucune identité dans la formation d'esprit n'est là pour imposer la primauté de l'idéal et l'unité dans l'action.

Il n'y a rien de commun entre un *Malraux*, un *Debut-Bridel*, un *Vallon*, aventuriers de la politique, pleins de talent, foncièrement hostiles à la démocratie, prêts, du jour au lendemain à s'allier de nouveau avec les Communistes, et les électeurs sénatoriaux de l'ouest, catholiques et conservateurs qui ont, aux dernières élections, préféré le Rassemblement au M. R. P.

Il n'y a rien de commun entre un *Capitant*, un *Rémy*, un *Chaban-Delmas*, héros de la Résistance (qui en retour ne leur ménagea pas ses faveurs) et la masse de partisans non repentis du maréchal *Pétain* qui forme le gros des militants R. P. F. dans l'ensemble du pays.

Il n'y a rien de commun entre les Radicaux, qui se sont servis du R. P. F. comme d'un véhicule électoral, et le quarteron de M. R. P. aigris qui ont associé leur fortune à celle du général de *Gaulle*, et préfèrent n'importe quoi au radicalisme.

Le général lui-même s'en rendrait compte, dit-on. Il serait dégoûté du R. P. F. comme il le fut en 1946 du Gouvernement et tout prêt, après s'être réfugié, avec ses troupes, sur l'Aventin, à se retirer, seul, sous sa tente.

*

En face du R. P. F., il n'est, pour le Gouvernement actuel, que de durer en prouvant que, contre les Communistes, le rempart sinon le plus imposant, du moins le plus efficace, n'est pas le R. P. F., mais la coalition gouvernementale fondée sur ces partis du centre que le Français n'aime pas, mais par qui il aime bien être gouverné.

Les vrais problèmes

Il reste que contenir le communisme et dissocier le R. P. F. c'est, pour le Gouvernement, une tâche nécessaire mais non pas suffisante. Tous les problèmes fondamentaux de la politique française demeurent

sans solutions, et — plus habile qu'énergique, plus manœuvrier qu'agissant, plus honnête pour lui-même qu'exigeant envers les autres —, M. *Queuille* emploie ses talents à écarter ces problèmes plutôt qu'à les résoudre :

La Constitution nouvelle n'a pas donné au parlementarisme français cette efficacité que, seule, peut enseigner la coutume.

Un Gouvernement risque sa vie s'il veut obtenir 500 millions de l'Assemblée en augmentant l'impôt sur les bénéfiques agricoles mais il peut, d'un trait de plume et sans avoir de comptes à rendre, faire payer 50 milliards de plus aux Français en modifiant les tarifs du gaz ou de l'électricité.

Il faut une loi pour porter de 80 à 120 le nombre des «baudets nationaux», mais le Gouvernement est libre de modifier à son gré toute l'économie du pays en augmentant le prix de la tonne de charbon.

Il faut une loi pour changer la teneur en alcool des vins doux, mais l'Assemblée n'a pas eu à se prononcer quand, au retour de Moscou, M. *Georges Bidault* a renversé complètement la politique extérieure française.

Aucune action ministérielle cohérente n'est possible dans un pays où les ministres (moins nombreux qu'en Angleterre et aux U. S. A., sans parler évidemment de la Russie soviétique) passent parfois la moitié de leur vie éphémère à signer les réponses qu'ils adressent au courrier des parlementaires.

Dépourvu de tous moyens de travail, le «Député», de son côté, oscille entre les jeux de la politique pure où les réalités cèdent la place à d'infiniment subtiles intrigues de palais et la spécialisation à outrance qui l'amène à se substituer à l'Administration.

Bête noire de tous les Français, cette Administration doit être perpétuellement «rajeunie», allégée, «rationnalisée». Mais au lieu de réorganiser de fond en comble cette vieille machine pour l'adapter aux nécessités du XXe siècle, on se contente d'instituer des commissions (baptisées de noms terribles: «Hache», «Guillotine»!), parfois dirigées par le président du Conseil lui-même, qui examinent à la loupe les services actuels, pour tenter d'y supprimer des postes décrétés inutiles et qui sont en général sans titulaires.

C'est exactement comme si, pour moderniser une aviation, on essayait de trouver des pièces superflues dans un moteur à hélices, faute de pouvoir construire un moteur à réaction.

Enfin entre un dirigisme, impopulaire, vétilleux, inefficace et un libéralisme impossible dans le monde actuel, la politique économique française hésite à choisir depuis quatre ans: elle n'a pas su utiliser l'abondance de numéraires dans les campagnes pour faire équiper de

façon rentable l'agriculture. Elle ne paraît pas davantage savoir profiter de la baisse survenue dans les cours à la production pour faire diminuer le prix des denrées alimentaires en ville et revaloriser ainsi le pouvoir d'achat des Français.

La chance de M. Queuille

La température et le ciel, les vicissitudes de la guerre froide, la générosité des U. S. A., l'impuissance relative des syndicats, se sont rencontrés avec la grande expérience politique d'un vieil homme, qui fut 22 fois ministre, pour procurer à la politique française cette période de répit tant attendue qu'on ne l'espérait plus, et qu'on pourrait appeler «la trêve de *Queuille*».

Le Gouvernement et les Partis de gouvernement en profiteront-ils pour essayer de résoudre ces problèmes fondamentaux que nous avons, non point définis, mais illustrés ci-dessus par quelques exemples, ou se contenteront-ils de durer, dans l'euphorie du moment, en souhaitant simplement qu'elle dure aussi longtemps qu'eux?

La France a une chance qui est en même temps la chance de l'Europe et, par là sans doute, la chance de la paix. Nous essaierons de définir dans nos prochains articles quels problèmes elle doit affronter pour rester égale à son passé et à sa mission. Souhaitons qu'en les résolvant, le Gouvernement de M. *Queuille*, qui nous a déjà étonnés par sa durée, nous étonne par son action.